



TERRITOIRE « Aisne aval de Château Porcien – Site 208 » MESURE TERRITORIALISÉE « CA_N208_HE1 » *Reconversion de terres arables en herbages extensifs* CAMPAGNE 2014

1. Objectifs de la mesure

La reconversion de terres arables en herbages extensifs doit permettre le maintien de la diversité des espèces et des habitats.

- Maintenir et réimplanter des prairies dans le site NATURA 2000
- Raisonner les interventions en fonction des objectifs de production et de la préservation de la biodiversité,
- Limiter les apports de fertilisants minéraux et organiques pour permettre le maintien des habitats naturels
- Contribuer également à la préservation de la qualité de l'eau

En contrepartie du respect du cahier des charges de la mesure, une aide de **234 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant les 5 années de l'engagement.

2. Les conditions spécifiques d'éligibilité à la mesure « CA_N208_HE1 »

2.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE, rappelées dans la notice nationale d'information, vous devez respecter les 3 conditions d'éligibilité spécifiques suivantes :

2.1.1 L'éligibilité du demandeur

Les entités collectives ne sont pas éligibles

2.1.2 Vous devez réaliser un diagnostic individuel d'exploitation/parcellaire avant le dépôt de votre demande d'engagement.

Contactez l'opérateur (Chambre d'Agriculture des Ardennes – 03.24.56.58.30) ou la DDT pour connaître la(es) structure(s) pouvant réaliser ce diagnostic.

Si le cahier des charges de la mesure prévoit une obligation de réaliser un diagnostic d'exploitation, vous bénéficierez d'une aide financière pour la réalisation de ce diagnostic (Sauf en cas de gratuité de ce diagnostic). Cette aide prendra alors la forme d'une majoration d'au plus de 96 € / an pour votre exploitation, plafonné à 20% du montant annuel qui vous sera versé au titre de la mesure « CA_N208_HE1 ».

2.1.3 Vous devez suivre une formation sur le raisonnement de la fertilisation dans les 2 ans suivant votre demande d'engagement.

Contactez l'opérateur (Chambre d'Agriculture des Ardennes – 03.24.56.58.30) ou la DDT pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « CA_N208_HE1 ».

Si le cahier des charges de la mesure prévoit une obligation de formation sur le raisonnement de la fertilisation, vous bénéficierez d'une aide financière pour le suivi de cette formation, accompagnant la mesure « CA_N208_HE1 ». Cette aide

prendra alors la forme d'une majoration d'au plus de 90 € / an pour votre exploitation, plafonné à 20% du montant annuel qui vous sera versé au titre de la mesure « CA_N208_HE1 ».

Si vous avez suivi une de ces formations depuis moins de 1 an par rapport à la date de votre demande d'engagement, cette condition d'éligibilité à la mesure sera considérée comme respectée.

D'autre part, si cette formation a été suivie lors de la campagne précédant le dépôt de la demande d'engagement, vous pouvez demander à bénéficier d'une aide financière pour le suivi de cette formation. Cette aide prendra alors la forme d'une majoration d'au plus de 90 € / an pour votre exploitation, plafonné à 20% du montant annuel qui vous sera versé au titre de la mesure « CA_N208_HE1 ».

Attention : le justificatif original de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

2.2 Conditions relatives aux surfaces engagées

2.2.1 Éligibilité des surfaces

Vous pouvez engager dans la mesure « CA_N208_HE1 » les surfaces déclarées en grandes cultures (dont le gel et les prairies temporaires de moins de 2 ans intégrées dans des rotations intégrant des grandes cultures) lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement, si elles appartiennent au territoire défini (voir notice de Territoire).

Une fois le couvert implanté, les surfaces seront déclarées en prairies (temporaires ou permanentes).

2.2.2 Les surfaces en couvert environnemental au titre de la conditionnalité (BCAE) ne sont pas éligibles.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre d'autres obligations réglementaires.

Notamment, seules les surfaces allant au-delà des surfaces nécessaires au respect des BCAE "maintien des surfaces en herbe de l'exploitation", "maintien des éléments topographiques" et "bandes tampons" sont éligibles (cf. fiches techniques sur la conditionnalité, domaine BCAE). De même, les bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates, ne peuvent bénéficier d'un engagement agroenvironnemental.

3. Cahier des charges de la mesure « CA_N208_HE1 » et régime de contrôle

L'ensemble de vos obligations doit être respecté tout au long de votre contrat, et ce dès le 15 mai de l'année de votre engagement, sauf cas particulier (voir §3.2)

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « CA_N208_HE1 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon qu'il s'agisse d'une obligation à seuil ou totale.

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAE pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

3.1 Le cahier des charges de la mesure « CA_N208_HE1 »

Obligations du cahier des charges A respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
- La destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drains, nivellement) est interdite. - Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé.	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale Totale
- Le retournement des prairies temporaires engagées est autorisé une fois au plus au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement), dans la limite, au cours du contrat, de 20% de la surface engagée dans la MAE (voir §3.5). - Au delà de cette limite de 20%, seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé.	Contrôle visuel du couvert	Néant	Définitive	Principale Totale
- Respect des couverts autorisés (voir §3.3)	Contrôle visuel et documentaire	Factures ou cahier d'enregistrement des interventions si utilisation de semences fermières	Réversible	Principale Totale
Pour chaque parcelle engagée, respecter les pratiques suivantes ¹ : - Fertilisation totale en N limitée à 115 unités/ha/an ² , dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral - Fertilisation totale en P limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral - Fertilisation totale en K limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral	Analyse du cahier de fertilisation	Cahier de fertilisation ³	Réversible	Principale (N) Secondaire (P,K) Seuils
- Epandage de compost autorisé - Apports magnésiens et de chaux interdits - Epandage de boues interdit			Réversible	Secondaire Totale
- Ecobuage interdit (sauf prescription départementale spécifique).	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire Totale
Sur les parcelles engagées, le désherbage chimique est interdit, à l'exception des traitements chimiques localisés visant : - à lutter contre les chardons, - à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », - à nettoyer les clôtures.	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale Totale

¹ Ces valeurs sont à respecter chaque année de l'engagement, et non pas en moyenne sur les 5 ans. La restitution par pâturage n'est pas prise en compte. Compte tenu de la prise d'effet des engagements au 15 mai de l'année du dépôt de la demande, le respect des quantités maximales d'apports NPK, totaux et minéraux, sera vérifié du 15 mai de l'année N au 14 mai de l'année N+1, chaque année au cours des 5 ans.

² La quantité d'azote enregistrée considérée comme épandue est calculée à partir des quantités d'effluents et des teneurs réglementaires en azote par type d'effluents (voir Livret Conditionnalité) ou à partir des quantités d'effluents et des résultats d'analyse pour les effluents enregistrés.

³ La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. **Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.**

Obligations du cahier des charges
A respecter en contrepartie du paiement de l'aide
- Maîtrise mécanique des refus et ligneux, selon les préconisations départementales, de manière par exemple à assurer le respect d'un taux maximal d'embroussaillage autorisé au niveau départemental.
- Réalisation d'un diagnostic d'exploitation avant le dépôt de la demande d'engagement
- Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement

Contrôles sur place		Sanctions	
Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire Totale
Documentaire	Diagnostic	Définitif	Principale Totale
Documentaire	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale Totale

3.2 Règles d'implantation

Le couvert herbacé doit être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est à dire au 15 mai du dépôt de la demande d'engagement, pour le cas général ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.

3.3 Liste des espèces autorisées

Le couvert sera réalisé à base de graminées fourragères pérennes ; des légumineuses pourront être associées.

3.4 Articulation avec les surfaces en couvert environnemental obligatoire (BCAE notamment)

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre d'autres obligations réglementaires. Notamment, seules les surfaces allant au-delà des surfaces nécessaires au respect des BCAE "maintien des surfaces en herbe de l'exploitation", "maintien des éléments topographiques" et "bandes tampons" sont éligibles (cf. fiches techniques sur la conditionnalité, domaine BCAE). De même, les bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates, ne peuvent bénéficier d'un engagement agroenvironnemental.

Au cours des 5 ans d'engagement, si vous perdez une surface jusqu'à comptée au titre des BCAE ou, si à l'inverse votre exploitation s'agrandit, cela peut vous conduire à devoir compter au titre des BCAE une partie des surfaces engagées dans la mesure "CA_N208_HE1". Dans ce cas, vous devez demander auprès de la DDT une modification de votre engagement agroenvironnemental afin d'en retirer les surfaces concernées. Cette modification sera faite sans demande de remboursement sur les campagnes précédentes ni application de pénalités.

Le respect de ces règles d'articulation sera vérifié lors des contrôles sur place (pour les exploitants sélectionnés), au titre du contrôle des BCAE ou du contrôle des MAE. Si un contrôle met en évidence que des surfaces engagées dans une mesure agroenvironnementale sont par ailleurs comptées au titre des BCAE, les surfaces concernées seront considérées en anomalie définitive au titre de la MAE.

3.5 Règles de labour (sans déplacement) des prairies temporaires engagées

Lorsqu'un élément (déclaré en prairie temporaire ou prairie temporaire de plus de 5 ans dans votre déclaration de surfaces) est engagé dans la mesure de reconversion de terres arables en prairies dans un contrat NATURA 2000, il peut être labouré une seule fois au cours des 5 ans de l'engagement (mais il doit être maintenu à la même place).

Par ailleurs, cette possibilité n'est ouverte que dans la limite de 20% de la superficie totale engagée dans la MAE.

3.6 Modalités de contrôle de la fertilisation à la parcelle

3.3.1 cas général

Cette mesure agroenvironnementale fait intervenir dans le cahier des charges des limitations de la fertilisation à l'échelle de la parcelle engagée.

Pour chaque parcelle engagée, le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions suivantes :

- fertilisation totale en azote limitée à 115 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an d'azote minéral,
- fertilisation totale en phosphore limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en phosphore minéral,
- fertilisation totale en potassium limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en potassium minéral.

Le contrôle du respect de ces obligations se fait notamment par analyse des cahiers de fertilisation, dans lesquels doivent être enregistrés, pour chaque parcelle engagée :

- la date de l'apport,

- la nature de l'apport (engrais minéral, fumier de bovins, etc.),
- la quantité totale apportée ou la quantité par hectare,
- la valeur fertilisante NPK de l'apport (selon la base des valeurs de rejet définies par le Corpen - voir Livret Conditionnalité)

La modalité normale de contrôle consiste à vérifier le non dépassement à partir de l'ensemble des quantités épandues au cours de l'année écoulée (15 mai de l'année N-1 au 14 mai de l'année N)

3.3.2 cas particulier de la fertilisation solide alternée

Les amendements organiques solides du type fumier et composts se caractérisent par une faible solubilité des éléments fertilisants, dont la mobilisation se fait en général sur deux, voire trois ans (« arrière-effet »).

Par souci de simplification des chantiers d'épandage et d'économie de carburant, les exploitants ont ainsi parfois recours à une fertilisation alternée de leurs parcelles tous les deux ans. Cela peut donc conduire à dépasser en valeur absolue le seuil de fertilisation autorisé l'année où la parcelle est fertilisée, alors qu'elle a pu ne recevoir aucune fertilisation organique l'année précédente.

Les modalités de contrôle sur la seule année écoulée ne sont donc pas adaptées à ce mode de fertilisation alternée.

Ainsi, lorsque la pratique de fertilisation de l'exploitant se fonde essentiellement sur des apports alternés, la fertilisation totale (Ft) peut être calculée selon la formule suivante :

$$F_t = M_n + [(O_n + O_{n-1}) / 2]$$

M_n : fertilisation minérale de l'année n du contrôle.

O_n : fertilisation organique de l'année n du contrôle.

Attention : l'aménagement de ces modalités de contrôle (moyenne sur 2 ans) de la fertilisation organique ne concerne que la fertilisation organique solide, c'est à dire les fumiers et composts. Il ne concerne pas les lisiers et purins.

Lors de la première année d'engagement, le calcul continue à être effectué selon la méthode normale (apports de l'année), sauf si l'exploitant disposait déjà au titre de l'année n-1 d'un cahier de fertilisation correctement rempli.

4. Recommandations pour la mise en oeuvre de la mesure « CA_N208_HE1 »

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité et la qualité de l'eau. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges (Cf. § 3) :

- entretien des parcelles par fauche centrifuge recommandé,
- éviter les fauches nocturnes,
- respecter une hauteur minimale de fauche compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnues pour le territoire,
- respecter une vitesse de fauche réduite permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle (10 km / heure maximum),
- mettre en place des barres d'effarouchement sur le matériel,
- apporter la fertilisation entre mars et avril pour respecter les périodes de reproduction de la faune et de la flore,
- si la présence d'espèces patrimoniales sur la parcelle est avérée, mise en place d'une bande refuge de 10 mètres de large en bordure de la parcelle,
- privilégier l'entretien mécanique des pieds de clôtures,
- utilisation de préférence des semences de variétés locales.